

MEMENTO JURIDIQUE

1. Numéro d'Immatriculation SIREN

Les associations sont soumises à une immatriculation par l'INSEE sous la forme d'un numéro SIREN composé de neuf chiffres, dès lors qu'elles remplissent trois conditions non cumulatives (Code du Commerce, art. R.123-220) :

- **elles bénéficient de transferts financiers publics (cette notion de transferts financiers publics est une notion large qui englobe entre autres les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales),**
- elles emploient du personnel salarié,
- elles sont soumises à des obligations fiscales : c'est le cas lorsque l'association exerce des activités assujetties aux impôts commerciaux (TVA, Impôt sur les Sociétés, Contribution Economique Territoriale).

2. Interdiction de reverser une subvention

L'Association s'oblige à respecter l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui interdit à toute association ayant reçu une subvention d'en reverser tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

3. Durée de l'exercice

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) doivent mentionner les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable.

Par exemple, une association qui clôture ses comptes au 31 décembre de l'année N doit préciser sur les documents relatifs aux comptes annuels fournis à la Ville : « du 01.01.N au 31.12.N ».

4. Assemblée Générale

- Date

Une attention particulière doit être portée sur les dates de tenue de l'Assemblée Générale annuelle par rapport à la date de clôture des comptes lorsque l'ordre du jour de l'Assemblée prévoit l'approbation des comptes de l'année écoulée.

En effet, l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'exercice écoulé ne peut avoir lieu que postérieurement à la date de clôture des comptes de l'association.

- Quorum

Les résolutions prises par une Assemblée Générale ne respectant pas les conditions de quorum prévues dans les statuts (nombre minimal de membres présents ou représentés) peuvent être entachées de nullité.

En conséquence, les procès-verbaux d'Assemblée Générale doivent préciser si les conditions de quorum prévues par les statuts sont réunies afin que l'Assemblée Générale puisse valablement délibérer.

5. Approbation des comptes annuels et quitus donné au Trésorier

L'approbation des comptes annuels et le quitus donné au Trésorier sont deux résolutions différentes.

L'approbation des comptes annuels est de nature financière (cette résolution rend les comptes définitifs) alors que le quitus est de nature juridique.

L'approbation des comptes annuels est votée par l'Assemblée Générale comme suite à la présentation des comptes de l'exercice écoulé alors que le quitus est donné au Trésorier pour la bonne gestion de l'association.

6. Composition du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration doit être déclarée à la Préfecture par l'association lorsqu'il y a un changement d'un ou plusieurs membres ou lorsqu'il y a un changement de fonctions d'un ou plusieurs membres.

Pour les associations ayant leur siège social domicilié à Cannes, la Préfecture des Alpes-Maritimes accuse réception de la liste du Conseil d'Administration déposée ou envoyée par voie électronique.

7. Subventions publiques ≥ à 153 000 €

7.1. Comptes annuels et Commissaires aux Comptes

Les associations ayant reçu annuellement des subventions publiques dont le montant global excède 153 000 € doivent établir des comptes annuels comportant un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Ces mêmes associations sont tenues de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant qui exercent leurs fonctions dans le cadre de leur mission d'alerte et de certification des comptes de l'organisme.

Le premier exercice au cours duquel doit intervenir cette désignation est celui où le montant total des subventions franchit le seuil des 153 000 €.

A défaut de procéder à cette désignation, les dirigeants s'exposent à des sanctions : 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende.

7.2. Publicité des comptes annuels et du rapport du Commissaire aux Comptes

Pour les comptes annuels des exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2006, ces mêmes associations doivent en outre assurer la publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes en transmettant ces documents par voie électronique sur le site Internet de la Direction des Journaux officiels, sous un format exclusivement PDF, via un formulaire d'enregistrement en ligne disponible sur ce site, dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant statutaire. **Depuis le 1^{er} janvier 2020, la publication des comptes annuels est gratuite.**

Ces documents sont publiés sous forme électronique par la Direction des Journaux Officiels, dans des conditions de nature à garantir leur authenticité et leur accessibilité gratuite.

(Décret n° 2009-540 du 14 mai 2009, JO du 16 mai 2009 ; Arrêté du Premier ministre du 2 juin 2009, JORF du 4 juin 2009).

7.3. Conventions réglementées

Toute convention intervenant entre une association visée à l'article L.612-4 du Code de Commerce (recevant une ou plusieurs subventions d'un montant global dépassant 153 000 €) et l'un de ses administrateurs ou entre cette association et une autre personne morale (société ou association) ayant un ou des administrateurs communs, directement ou par personne interposée, doit faire l'objet d'un rapport spécial du Commissaire aux comptes de l'Association, ledit rapport devant être soumis à l'approbation de l'organe délibérant suivant les dispositions de l'article L.612.5, R.612-6 et R.612-7 du Code de Commerce.

8. Contrôles financiers

→ Les Chambres Régionales des Comptes exercent un contrôle financier sur les organismes auxquels les collectivités publiques ont apporté un concours financier direct ou indirect supérieur à 1 500 €.

→ Pour les subventions inférieures à 1 500 €, le contrôle de la Ville de Cannes porte au minimum sur l'emploi fait de la subvention allouée.